

le monde libertaire

Hebdomadaire de la FEDERATION ANARCHISTE
adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

7 AU 13 JUN 1990

N° 788

10,00 F



NORD-SUD

Solidarité face aux banquiers du FMI !

Le texte qui suit a été rédigé à la demande des militants de l'Organisation communiste libertaire (OCL), pour parution dans le mensuel *Courant alternatif*. Vous le trouverez dans la livraison du mois de juin, aux côtés d'autres contributions dans le cadre d'un dossier consacré aux rapports Nord-Sud.

Nous reproduisons la contribution de la Fédération anarchiste, qui, nous devons le préciser, n'est pas un texte de motion de l'un de nos précédents congrès, et donc a davantage la vocation à ouvrir un débat et à présenter quelques pistes de travail et de réflexion, plus qu'à décrire une quelconque ligne de conduite que nous nous serions fixée. Ajoutons qu'une telle question ne saurait être épuisée en quelques milliers de signes, et qu'en l'espèce, certaines des idées que nous abordons mériteraient un plus long développement.

Notre congrès qui s'est tenu à Villeurbanne les 2, 3 et 4 juin aura permis aux militants de la Fédération anarchiste de confronter leurs analyses sur ces questions, et *Le Monde libertaire* pourra se faire l'écho de ces échanges.

La conclusion que nous avons choisi de donner à notre texte ne veut nullement clore le débat, elle est discutable et n'a pour seule prétention que de présenter une voie possible d'émancipation. C'est à l'imagination et à la créativité sociale que nous faisons appel. Riches des enseignements et des acquis du passé, les hommes du Nord et du Sud ne peuvent faire l'économie d'une réflexion et d'une définition de nouveaux modes et outils de lutte adaptés aux circonstances actuelles, aux besoins des vivants, et en connaissance des périls et enjeux du moment.

Le Nord et le Sud sont-ils à opposer dans les termes où l'Occident le fait ? L'ensemble des formules habituellement rencontrées pour rendre compte des situations renvoient à l'idée d'un monde en devenir avec pour modèle l'Occident. Occident (Nord), riche et conquérant, qui nourrit en son sein les mêmes rapports de séduction, d'envie, de reproduction et de répulsion. La situation du riche apparaît dans les deux cas comme un devenir possible pour le pauvre. Cela est en tout cas l'esprit des thèses officielles et médiatisées. Cependant, on ne constate que des rapports de dépendance où le « Sud » reste enchaîné au modèle de développement qu'impose le « Nord », comme les classes dépossédées restent enfermées dans les règles qu'imposent les classes dirigeantes. L'image de l'esclave singeant son maître a trouvé dans l'extension de la société marchande et de la consommation de masse une illustration éloquentes. C'est là sans doute une des grandes faillites des mouvements ouvriers et particulièrement du syndicalisme, c'est aussi l'écueil qui n'a pas épargné les mouvements de libération nationale. Le « Nord » et le « Sud » apparaissent comme les deux extrémités d'un même tourbillon, le « Nord » au centre et le « Sud » à l'extrême périphérie, avec toutes les situations intermédiaires que l'on connaît. C'est une des grandes « réussites » du capitalisme que d'avoir su entraîner dans son sillage la quasi totalité de l'humanité, tant dans le cadre de l'ultra-libéralisme que de la social-

démocratie, mais aussi, quoi qu'on en ait dit, dans ses versions étatiques qui à l'Est s'essouffent, mais consacrent aussi l'hégémonie du mode de développement capitaliste. Le résultat en est une uniformisation qui unifie non pas dans le sens d'une fédération solidaire des peuples, mais dans le sens de rapports de dépendance et de classes. L'ensemble des liens sur lesquels se fonde cette intégration forcée, s'opère dans un rapport défavorable plus on est éloigné de ses centres de décisions, de même en est-il pour chaque niveau d'intégration (cellules économiques, pays, etc.) avec leurs multiples rejets : chômage, précarité, marginalisation.

Mobilisation !

Les montées identitaires ou même intégristes religieuses, au Nord comme au Sud, d'Est en Ouest, trouvent en ces circonstances des échos favorables sur fond de tradition et de boucs émissaires. Les montées de l'extrême droite sous nos latitudes n'expriment rien d'autre que l'exploitation toujours possible des peurs et de la misère dans une volonté tribale et manipulateur de repli sur soi-même pour croit-on, préserver l'« essentiel ». C'est le rejet du monde qui va vers « son unité », mais dans les conditions les plus détestables que l'on puisse imaginer, qui est en cause, et c'est plus vraisemblablement sur cette notion d'« unité du monde », qui soit librement acceptée et donc justement défendue, c'est la tâche de tout militant anarchiste et de tout individu, pour qui l'humanisme n'émane d'aucune transcendance individuelle ou particulariste, et pour qui le fond commun humain est à fédérer et non à réduire dans une formule unique.

Les tentatives actuelles de créer des mouvements d'opinion sur les questions des rapports Nord-Sud et autour de la « dette », se situent en deçà de l'urgence



et du devoir qu'il y a à proposer des « alternatives » et de les faire vivre. L'indignation des humanistes bourgeois, pour pathétique qu'elle soit, ne peut nous être d'aucune aide dans la construction du monde nouveau. En « radicaliser » la teneur, ne serait-ce qu'en nommant « des responsables », n'offre aucune perspective non plus, peut apparaître comme une protestation (et une revendication !) « plus » véhémente, pour un capitalisme propre et un étatisme éclairé et humaniste, mais surtout, participe de ce même rejet de la « faute » sur l'autre sans perspective de prendre ses affaires en main. Sur ce que l'on nomme la « dette », et qui fait désormais la chronique annuelle d'une gauche en mal de militance, aidée de ses comètes apprivoisées, il faut dire sans

détour qu'elle est de même nature que la logique qui oblige chaque travailleur à aliéner sa vie (qui n'est pas que sa force de travail) au profit d'un employeur « qui met à sa disposition un capital financier et un outil de travail » pour qu'il gagne « sa » vie ! La seule évocation de ce rapport en terme de « dette » vaut reconnaissance et approbation du vol et du sabotage capitaliste. La dite « dette » ne vaut qu'autant qu'on veuille la payer et en réclamer l'annulation n'exprime qu'un paternalisme bienveillant et un tiers-mondisme démagogique. Le Tiers monde n'a pas de dette, nous lui sommes au contraire redevables du pillage capitaliste, qu'ici nous tolérons, contre nous-même et contre le dit Tiers monde.

(suite p. 3)

Salut l'ami !

A la veille de leur 48^e congrès, les militants de la Fédération anarchiste ont eu la douleur d'apprendre le décès d'Alain Duthilleul, secrétaire des relations internationales. Militant de l'organisation depuis plus de quinze ans, Alain avait assuré nombre de mandats fédéraux, sans jamais se départir de sa gentillesse, de son enthousiasme, de sa convivialité.

Alain, « Crapaud » pour les copains, a choisi de nous quitter. Nous perdons un camarade et un ami, dont nous nous souviendrons avec respect et amitié.

La rédaction

L'union anti-fasciste : avec qui ?

La découverte macabre le jeudi 10 mai, de la violation des sépultures juives du cimetière de Carpentras rappelle bien de sombres souvenirs. L'horreur de cet acte, au moment où les discours racistes fleurissent sur beaucoup de bouches de la classe politique, appelant depuis des mois au renvoi des immigrés, était pourtant « prévisible ». La mémoire et l'histoire de notre pays doit se souvenir que bien peu de gens ont refusé le fascisme, aidé les juifs et les républicains espagnols qui fuyaient les régimes fascistes dans les années 1930... Quant à l'Etat français, il parquait les gens dans des camps... Aujourd'hui, nous devons pas répéter les mêmes « erreurs »...

Mais pour cela, encore faut-il que cessent les discours et les pratiques qui renforcent la haine, l'exclusion, qui s'étend et s'étend bien au-delà de Le Pen et autres nazis. Il faut prendre des mesures qui imposent l'égalité des droits entre tous les hommes. Une citoyenneté pleine et entière. Il faut que cessent les expulsions des logements voués à la spéculation immobilière. Il faut que cesse l'occupation de nos quartiers et de nos cités par des policiers gangrénés par la fibre fasciste.

PS, PC, et RPR, tous unis contre Le Pen mais pas contre les discriminations ni le racisme... L'hypocrisie (« Nous n'avons jamais conclu aucun accord avec le FN ») et l'opportunisme politique n'ont jamais fait reculer le racisme et le fascisme... On ne peut à la fois affirmer : « le seuil de tolérance est dépassé », « les miséreux doivent rester dans le tiers monde » et « l'antisémitisme fait revenir la France au temps du pétainisme ». Non, messieurs les politiciens, ce n'est pas avec vous que nous combattons efficacement le racisme et l'intolérance. Vous vous amnistiez ! Pendant ce temps, les gens doivent faire face à des difficultés de logement, de travail...

(suite p. 4)

T 2137 - 788 - 10,00 F



F°P. 2520

L'« Atelier » sur les traces de l'écrivain Panaït Istrati

Voici quelques extraits de l'émission l'« Atelier » du 10 mai 1990 présentée sur Radio-Libertaire et consacrée à l'écrivain Panaït Istrati ainsi qu'à l'association des « Amis de Panaït Istrati ». Cette émission réunissait trois intervenants : Dominique Foufelle, vice-présidente des « Amis de Panaït Istrati » ; Daniel-Claude Poyet, comédien préparant un spectacle sur un roman de Panaït Istrati intitulé : *Les Chardons du Baraguan* ; Jean-Louis Panné, historien et membre de l'association.

Radio-Libertaire : On pourrait peut-être dire tout d'abord ce qu'étaient les parents de Panaït Istrati et puis évoquer le climat social de la Roumanie au début du siècle.

Dominique Foufelle : Panaït Istrati est né en 1884, en Roumanie, à Braïla dans un milieu social plus que modeste : son père, un contrebandier grec, est mort peu de temps après sa naissance ; sa mère était blanchisseuse. Braïla était une ville très cosmopolite, et c'est peut-être la raison pour laquelle Istrati a eu

assez tôt la passion des voyages, partant sur les routes à la recherche de l'amitié. Il a surtout visité les bords de la Méditerranée, le Moyen-Orient, l'Égypte en particulier, voyageant toujours dans des conditions très précaires.

R-L : Pour moi, Istrati c'était un petit garçon de 12 ans qui se baladait sur les bords du Danube et qui avait lié amitié avec un géant extraordinaire, Codine.

Daniel-Claude Poyet : tu parles de l'enfance et justement dans *Les Chardons du Baraguan* (1) on a la vision d'un enfant qui voit les chardons et qui va vouloir partir avec eux à la découverte du monde, et toute l'histoire du livre sera cette course qui va traverser la révolte des paysans roumains de 1906.

R-L : On pourrait justement évoquer le climat social de la Roumanie dans les années 1880-1900.

Jean-Louis Panné : La société roumaine était composée à l'époque de 95% de paysans qui étaient soumis à des régimes très durs de fermage et de métayage. A partir de 1884, il y a une petite tentative d'organisation syndicale qui se forme par exemple chez les typographes mais cela reste embryonnaire car la classe ouvrière n'est pas très forte. De plus, la législation est très rigide, contraignant les syndicalistes à s'enregistrer, à déposer de l'argent... La guerre de 1914 marquera un coup d'arrêt à ce développement du mouvement syndical.

Daniel-Claude Poyet : Dans *Les Chardons de Baraguan*, il y a une scène symptomatique quand un ouvrier arrive dans la campagne où les paysans sont accablés car la récolte a été mauvaise et qu'ils n'ont même pas de quoi payer la dime au boyard. Et cet ouvrier leur



donne la constitution pour qu'ils connaissent leurs droits. A partir de là, la répression devient sanglante. Il y a un moment particulièrement sensible quand l'ouvrier leur dit qu'il leur faut conquérir le droit de grève. On est en 1906.

R-L : Au moment de ces tentatives de constitution syndicale, le jeune Panaït qu'est-ce qu'il est ?

Dominique Foufelle : le jeune Panaït va à l'école, car il veut s'instruire. Il a compris que c'était le seul moyen de s'échapper de sa condition. Mais arrive un moment où il doit partir chercher du travail, comme il le raconte dans *Mes départs*. Il travaille d'abord chez un cabaretier, dans des conditions très dures : 18 heures de travail par jour, un jour de congé par an, presque pas de paye... Il arrive tout de même à trouver l'énergie de lire en cachette, la nuit. Un jour, il se fait prendre et il est battu à toute volée.

R-L : Comment Panaït Istrati commence-t-il à penser à la littérature ?

Dominique Foufelle : Il y a une chose importante que l'on n'a pas encore dite, c'est que va se déclarer chez Istrati une tuberculose qui va le poursuivre toute sa vie. Ainsi, en 1913, il part dans un sanatorium en Suisse où il rencontre Josué Jehouda qui l'aide à apprendre le français. C'était un des grands rêves de sa vie. Il publie quelques articles dans des journaux genevois. Mais en 1919, après une accumulation de choses difficiles à vivre, Istrati écrit une lettre désespérée à Romain Rolland. Cette lettre lui revient par la poste, et c'est alors que Panaït Istrati tente de se suicider.

S'ensuivra une correspondance avec Romain Rolland qui le poussera à écrire, jusqu'à la publication de *Kyra Kyralina*, le premier grand succès de Panaït Istrati.

R-L : Je souhaiterais que l'on évoque ensemble le voyage de Panaït à travers la Révolution russe.

Dominique Foufelle : Il faut bien préciser tout d'abord qu'Istrati a eu un véritable succès de la part de ses pairs et du public, qu'il aurait très bien pu devenir un écrivain professionnel mais qu'il l'a refusé. C'est dans cet état d'esprit qu'il part en URSS.

Jean-Louis Panné : L'occasion se présente en 1927 quand Istrati est invité pour les fêtes du Xe anniversaire de la Révolution. Istrati part plein d'enthousiasme en compagnie de Christian Rakovski, l'ambassadeur d'Union soviétique en France ; il écrit des articles dithyrambiques. C'est à partir de sa rencontre avec Victor Serge et Pierre Pascal à Leningrad et surtout du déclenchement de l'affaire Roussakov que tout va basculer. La famille Roussakov est en butte à une persécution absurde pour une histoire de logement. Istrati est révolté, car il connaît l'honnêteté des Roussakov. Il comprend tout de suite à travers cette simple histoire qu'une mécanique s'est mise en marche. Il s'engage du côté des Roussakov mais son rêve de société égalitaire, fraternelle se lézarde. Il rentre en France au début de l'année 1929 ; Boris Souvarine le pousse à écrire. Fin 1929 paraît : *Vers l'autre flamme* de Panaït Istrati ; *Soviets 1929* de Victor Serge ; *La Russie nue* de Boris Souvarine. Le premier livre surtout fera l'effet d'une bombe et déclenche une campagne extrêmement forte de Parti communiste.

R-L : On peut revenir à la conception de Panaït Istrati en matière de littérature. Il n'écrit pas simplement par souci du beau, pour se faire plaisir.

Daniel-Claude Poyet : tel que je lis Istrati, en tant qu'artiste, c'est la position de l'artiste dans la société. L'artiste

n'est pas seulement le divertisseur pour le samedi soir. Ce qui est touchant chez Istrati, c'est qu'il dit magnifiquement des choses simples avec des histoires de fiction.

R-L : C'est le contraire d'un philosophe qui serait simplement philosophe. C'est un homme d'action un révolté... Panaït Istrati dit qu'il ne conçoit la révolution que sous le signe de l'enfance...

Daniel-Claude Poyet : D'ailleurs, Panaït Istrati est très bien accueilli par les jeunes, et je suis témoin de cette réalité. Dernièrement, par exemple, alors que je jouais *Les Chardons de Baraguan* à La Roche-sur-Yon, le premier soir est venue une classe de lycée avec un professeur ; le dernier soir, il y avait plus de six cents jeunes !

R-L : Pourquoi des gens se sont regroupés dans une association qui s'appelle « Les Amis de Panaït Istrati » (2) ?

Dominique Foufelle : L'association ne date pas d'hier puisqu'elle a été créée en 1969 par Edouard Raydon qui a été suivi par Marcel Mermoz. Aujourd'hui, la présidente est Christine Golfetto. Cette association fait des bulletins trimestriels qui constituent un organe de liaison et édite un cahier annuel, proposant essentiellement des inédits et des correspondances. Au sommaire du cahier n°7 de cette année, il y a également les actes du colloque de Valence qui s'est tenu l'année dernière.

Propos recueillis par Laurence Avinen

(1) Presque toutes les œuvres de Panaït Istrati sont publiées dans la collection Folio chez Gallimard. Entre autres *Kyra Kyralina*, *Oncle Anghel*, *Nerantsoula*...

Vers l'autre flamme est plurié dans la collection Folio-Essais ; *Les Chardons du Baraguan* sont chez Grasset (Cahiers rouges) ; enfin soulignons *Le Pèlerin du cœur* (Gallimard, NRF, édition présentée par Alexandre Talex) qui peut donner un premier aperçu de l'œuvre de Panaït Istrati.

(2) Pour tout contact : « Les Amis de Panaït Istrati », BP 811, 26008 Valence cedex.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration
145, rue Amelot
75011 Paris.
Tél. : (1) 48.05.34.08.

| Tarif | France (+ DOM-TOM) | | Sous pli fermé (France) | Etranger |
|--------|--------------------|-------|-------------------------|----------|
| | 5 n° | 35 F | | |
| 1 mois | 5 n° | 35 F | 70 F | 60 F |
| 3 mois | 13 n° | 95 F | 170 F | 140 F |
| 6 mois | 25 n° | 170 F | 310 F | 250 F |
| 1 an | 45 n° | 290 F | 530 F | 400 F |

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom Prénom
Adresse
Code postal Ville
Pays
A partir du n° (inclus).

Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Gaspard-Monge,
55, rue du Fossé-Blanc, 92230 Gennevilliers
Dépôt légal 44 145 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

NORD-SUD

Solidarité face aux banquiers du FMI !

(suite de la une)

Il faut se défier de ces utopies. A cet égard, mentionnons que les Etats-Unis sont endettés pour une somme équivalente à celle de l'ensemble des autres pays endettés ; on voit là combien les solidarités sont orientées et équivoques. L'intégration et la « place » respective que « Nord » et « Sud » occupent dans le rouage capitaliste conditionnent pour une large part les voies possibles de libération sociale de l'ensemble des peuples. L'état de dépendance du « Sud » suppose que des coopérations entre les peuples du « Sud » se nouent solidement, qu'une mise en commun des richesses utiles à tous soit réalisée, et qu'une volonté collective de sortir de l'ornière capitaliste prenne corps, et assurément, contre l'avis et les intérêts de leurs classes dirigeantes. Le « Sud » se devra obligatoirement de résoudre son problème démographique en maîtrisant sa natalité faute de quoi la misère restera endémique. Ce que le « Sud » est en droit d'attendre du « Nord » est qu'au moins cesse l'ingérence idéologique, au mieux, c'est une coopération économique au travers de mutuelles, de syndicats, de coopératives indépendamment des circuits d'Etat à Etat, et qui autorise un développement concerté et voulu au mieux des besoins et des intérêts de tous. Quant au « Nord », il ne doit pas



Pierre Maurois, au Tchad, en 1964. Qui a parlé de décolonisation ?

évacuer ses propres problèmes en les diluant dans des approches trans-nationales, il se doit de trouver et de formuler des points d'ancrage pour sa propre rupture anti-capitaliste et nécessairement anti-étatique. Ce sera sans doute la meilleure riposte que l'on puisse opposer aux resurgences fascisantes. Le fait d'être « au cœur de la bête » donne au « Nord » une responsabilité de première importance dans cette lutte. Nous devons être capables de transformer les vices et les logiques du « système » en outil contre le « système ». Les peuples du « Nord » ont le double privilège de récupérer les meilleurs miettes du banquet capitaliste et aussi d'être plus à même d'asphyxier les ripailleurs. Redonner un contenu révolutionnaire au

fait d'œuvrer pour des améliorations immédiates. (de fait nécessaire et de toute façon irrédutibles) et aussi, ouvrir des perspectives de réinvestissement du temps « libre » contenu dans les masses de chômeurs nécessite de s'engager dans la création de « zones » économiques et sociales, non capitalistes, non salariales et solidaires. Nous n'y pouvons rien seuls, l'ensemble des militants des secteurs associatifs, mutualistes, coopératifs et syndicalistes sont concernés au plus haut point. Ce sont pour nous les objectifs et les devoirs d'une révolution contemporaine, qui sache concilier le combat contre l'exclusion par l'entraide universelle et l'édification d'un monde nouveau.

Fédération anarchiste

ZAÏRE

Un pays à la dérive

A l'heure où l'on parle du sommet franco-africain, prévu la dernière semaine de juin, à La Baule, il semble tout indiqué de jeter un regard sur un de ces pays en perdition. Le choix s'est porté sur le Zaïre, ce géant de l'Afrique, véritable poche de misère et d'arbitraire au cœur d'un continent frappé de maux multiples.

L'opposant Ditamba Dia Kapuku et L'Alternative libertaire, de Bruxelles - qui vient de publier dans son numéro de mai deux lettres de celui-ci - contribuent à éclairer notre vision des choses... triste vision comme vous pouvez en juger, au regard des extraits suivants.

« La situation, qu'elle soit sociale, économique ou politique, est catastrophique. Le peuple zaïrois ne mange plus à sa faim. Les enfants meurent par manque d'infrastructures sanitaires adéquates. Dans les hôpitaux les lits s'achètent et les médicaments sont rares. Alors comment voulez-vous que nos parents s'en sortent quand l'un ou l'une de nos frères et sœurs, ou l'un d'eux tombent malades ? Il faudrait être impérativement de la famille présidentielle pour avoir la chance de se faire soigner en Europe ou aux Etats-Unis... »

Les paysans zaïrois sont aujourd'hui abandonnés et laissés à leur triste sort. Il n'y a ni coopérative pour acheter ce qu'ils produisent ni syndicat pour défendre leurs intérêts. Faute d'infrastructures routières leurs produits ne peuvent être acheminés vers la ville (la capitale) pour qu'ils soient

vendus à leur juste valeur...

La prostitution est devenue monnaie courante dans les rues, dans les écoles, dans les universités et instituts supérieurs. Ce qui fait que la femme zaïroise est bafouée dans sa dignité de femme...

Les jeunes sont aujourd'hui aliénés avec des slogans vantant vos mérites (du président Mobutu) (...). La corruption sévit dans le pays comme la peste.

Si dans certains pays, l'Etat de siège s'applique officiellement à l'occasion, au Zaïre cela a toujours été appliqué depuis l'arrivée au pouvoir de Mobutu. Droits et libertés ont été confisqués, ceci grâce à l'entretien d'un nombre incalculable de services de répression. Face à cette situation, beaucoup ont fui le pays où la paix a disparu au profit de la terreur et de la psychose (...). Mais complices et de connivence avec Mobutu, les Etats européens refusent aux Zaïrois le statut de réfugiés politiques et les traitent de réfugiés économiques ou de faux réfugiés...

Pendant que nos enfants souffrent de sous-alimentation et de malnutrition chroniques et que le peuple pateauge dans la misère noire, notre le maréchal Mobutu Sese Seko se repose paisiblement dans le sud de la France, dans les Alpes-Maritimes, dans une somptueuse demeure achetée sûrement avec le butin volé au peuple zaïrois... »

Ditamba Dia Kapuku
(avocat en exil)

NORD-SUD

Contre la dette immonde, il faut changer ce monde !

Nos camarades de l'OCL nous ont envoyé ce texte, rédigé par le collectif « Contre la dette immonde, il faut changer ce monde ! », qui appelle à la manifestation nationale contre la dette des pays du Tiers monde, prévue le 9 juin, à Paris et à celle organisée à l'initiative du collectif « Ras La Baule », qui se déroulera, le 16 juin, à La Baule, contre la tenue du sommet franco-africain ; nous vous le livrons.

Le 8 juillet, sur la place de la Bastille, nous étions des milliers à constater qu'une initiative politique contre le consensus social-démocrate pouvait aboutir sur des mots d'ordre radicaux. Malgré le cœur des médias chantant sur tous les tons l'enterrement de toute idée de révolution et célébrant le faste du sommet des pays les plus riches, plus de 15 000 personnes manifestaient pour dénoncer la dette et l'exploitation économique du Sud.

Devant la réussite de ce rassemblement, le collectif « Ça suffit comme ça » promettait une suite pour 1990. Malheureusement, l'Appel de la Bastille de cette année fait l'impasse sur de nombreux points essentiels : l'effondrement des régimes de l'Est, la construction de l'Europe capitaliste et ses conséquences sur l'exploitation du Sud par le Nord... Il ne désigne pas les vrais acteurs-promoteurs de la misère et de l'oppression qui règne aujourd'hui sur la planète.

Il ne dénonce pas la politique néo-colonialiste du gouvernement français puisqu'il s'agitait d'avoir le Parti socialiste comme signataire et partenaire !

Au contraire, il nous semble important d'exprimer, durant cette campagne, des idées politiques essentielles pour redynamiser un courant révolutionnaire le plus large possible, afin de transformer ce vieux monde que nous subissons.

Pour l'abolition de la dette

La dette est un symbole de l'oppression économique et plus généralement du néo-colonialisme instauré par le Nord pour soumettre le Sud. Elle fait partie d'un système global qui organise l'exploitation, au Nord, par le chômage et la précarité, au Sud, par la désorganisation des sociétés, la famine et les conflits répétés. L'annulation de la dette serait donc, en Europe, un premier pas vers la constitution d'un mouvement de solidarité entre les peuples du Nord et du Sud.

Mais si cela ne s'accompagne pas d'un véritable bouleversement des rapports sociaux dans ces pays, cette annulation ne profiterait qu'aux bourgeoisies et aux oligarchies locales. Chaque peuple doit pouvoir choisir une alternative, contre le modèle productiviste que le Nord lui impose. En Palestine, en Afrique du Sud, en Kanaky ou en Amérique centrale, ils ont droit à la lutte anti-impérialiste, à la révolution sociale. Chaque peuple doit pouvoir compter sur notre soutien actif pour disposer en toute indépendance de la maîtrise de son avenir.

La France est la cinquième puissance impérialiste du monde. A ce titre, son gouvernement est comptable de la dette immonde, au sein des instances financières internationales.

Il maintient un ordre colonial dans les DOM-TOM, il fait et défait les régimes en

Afrique, expulse les opposants politiques, limite le droit d'asile. Il organise le commerce des armes et la prolifération nucléaire. Il contraint l'immigration à la clandestinité en développant ainsi un véritable apartheid social.

Ce gouvernement Mitterrand-Rocard, malgré toutes les « bonnes volontés » affichées, a toujours pratiqué la politique du camp occidental. Lors de la farce du bicentenaire, Mitterrand a reçu le groupe des sept monarches à Paris. Aujourd'hui, il reçoit dans un décor fastueux 16 chefs d'Etats africains à La Baule, alors que les mouvements populaires en Afrique sont sévèrement réprimés.

La mobilisation contre la dette immonde passe aussi par une claire dénonciation d'une politique française, dont le Parti socialiste ne s'est évidemment jamais désolidarisé. Sa présence lors de la manifestation du 9 juin est une menace pour l'indépendance d'un mouvement de solidarité.

Ni Otan ni pacte de Varsovie

Le projet européen de 1992 veut faire de l'Europe un bloc capitaliste puissant, capable de rivaliser avec les autres grands. Cette unification se battra contre les autres peuples du monde et contre les couches sociales les plus défavorisées de la CEE.

Elle sera une machine d'intégration capitaliste de l'espace européen, en réduisant encore plus l'indépendance des régions et menaçant ainsi toute possibilité d'alternative politique et économique.

Ensuite, elle sera une mise au pas des mouvements populaires sous les coups des restructurations politiques et économiques.

Enfin, l'Europe se referme sur elle-même. Enfin, l'Europe se referme sur elle-même. Face à un Sud affamé. Dans un discours de « crise économique », elle le désigne comme

l'ennemi principal, en agitant les menaces d'explosion démographique et d'obscurantismes religieux...

L'affaiblissement de l'URSS a momentanément battu en brèche la justification principale de sur-armement occidental. Mais on assiste aujourd'hui à un nouvel élan de l'agressivité de l'Ouest, qui veut compléter l'actuelle mise au pas économique des peuples de l'Est par une intégration politico-militaire, particulièrement en ce qui concerne la réunification de l'Allemagne.

Les questions militaires prennent donc une place essentielle en Europe. Le désarmement, la dissolution des blocs militaires, le démantèlement des forces nucléaires, des forces d'intervention rapide, la lutte contre tous les militarismes et tous les discours de guerre, ce sont autant d'axes de mobilisation pour construire un nouveau mouvement pacifiste européen.

Non au racisme, non au fascisme !

A l'Ouest, nous assistons à une remontée en force des mouvements fascistes et xénophobes : Front national, républicain en RFA... A l'Est, se développent et s'affirment des groupes d'extrême droite, ultranationalistes et racistes.

Le Sud n'échappe pas à la violence raciste : Sri Lanka, Burundi, Guatemala... Racisme et fascisme sont les exutoires à la peur, à la misère et ils reflètent l'absence d'issue positive à la crise du système.

A l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud, la lutte contre le fascisme et le racisme est plus que jamais nécessaire pour refonder une perspective révolutionnaire.

La faillite du capitalisme d'Etat à Etat n'indique pas pour autant le capitalisme libéral comme horizon indépassable de l'Histoire. Au contraire, la crise du système

ne fait qu'empirer : chantages nucléaires, famines, guerres, fragilité et déséquilibres économiques et financiers, désertification de régions entières, pollution généralisée de la planète, misère sociale et xénophobie... Sur toutes les questions fondamentales de l'avenir de l'humanité, le capitalisme n'avance que des perspectives brutales de mises au pas, de concurrences acharnées, sur le terrain desquelles poussent toutes les logiques guerrières, racistes, fascistes et impérialistes.

Aujourd'hui, il faut faire renaître une alternative en rupture avec ce système, il faut réactualiser l'idée de la révolution !

Nous appelons les individus, les groupes ou collectifs, à une confrontation pour déboucher sur des actions concrètes.

Nous appelons à manifester dans la rue, contre la dette, à Paris, le 9 juin et contre le sommet franco-africain de La Baule le 16 juin.

Nous appelons à défiler dans un cortège unitaire « contre la dette immonde, il faut changer ce monde ! ».

Le collectif « Contre la dette immonde, il faut changer ce monde ! »
Paris : le, 16 mai 1990

Dernière minute

Le quotidien Libération, daté de lundi 4 juin, nous apprend en page 12 que des anarchistes ont lancé, samedi 2 juin, des cocktails Molotov contre le consulat soviétique à Gdansk, lors d'une manifestation de protestation contre l'assassinat de notre camarade Piotr Sluda, membre-fondateur de la KAS, (Cf. ML n°787). A en croire ce journal le ministère soviétique des Affaires étrangères aurait déjà dénoncé, il y a une semaine, de récentes manifestations à Cracovie et Gdansk contre les consulats d'URSS.

MAL-LOGES

Attention à la récupération !

EN BREF

INITIATIVE

Du 1^{er} au 13 juin, à Mont-de-Marsan, la revue *La Tache d'encre*, la Ligue des droits de l'homme, l'École émancipée et le Centre de documentation et d'études sociales organisent une quinzaine Francisco-Ferrer.

Une exposition et une table-ronde-débat sont au programme.

L'exposition, due à Alain Boscus, conservateur du Musée Jean-Jaurès de Castres, présente la vie et l'œuvre du pédagogue libertaire catalan qui fut à l'origine de réflexions et de réalisations pédagogiques novatrices avant d'être exécuté à Barcelone le 13 octobre 1909. La table ronde sera animée par les membres de *La Tache d'encre*, pédagogues et militants syndicaux de tendance révolutionnaire, qui au travers de l'œuvre de Francisco-Ferrer se sont intéressés à l'articulation entre la pédagogie et la politique, le lien entre l'école et la révolution.

Programme :

— exposition du 1^{er} au 13 juin, sauf lundi, à La Minoterie : *L'Affaire Ferrer - 1909*.

— table-ronde et débat, le samedi 9 juin, à 17 h, à la Maison des Associations : l'« École populaire ».

Débat avec Jean-Marc Raynaud, des intervenants du Mouvement Freinet, de l'École émancipée, de la Ligue des droits de l'homme...

La semaine qui vient de s'écouler fut une période d'accalmie relative sur le front des expulsions. Quelques centaines de personnes se rassemblèrent le vendredi 25 mai devant la mairie du 18^e arrondissement, pour exiger le logement immédiat et définitif dans Paris, des personnes qui campent sur le parvis du Sacré-Cœur. Aucune délégation ne fut cependant reçue... Le dimanche, les six familles furent rejointes par une septième dans le même cas et plus tard, dans la semaine, par un instituteur qui, lui aussi, avait été expulsé de son appartement pour péril et depuis plusieurs mois, vivait « provisoirement » dans une chambre d'hôtel, en attendant un logement. Le mardi 29 mai, une nouvelle manifestation devant la mairie, à laquelle Radio-Libertaire appela tout au long de la journée, rassembla plus de 500 personnes et de nombreuses associations, mais là encore les édiles jouèrent à l'autruche et ne reçurent aucune délégation.

Dans le 19^e, en ce qui concerne les expulsés de la rue Petit et de la rue de Flandre, les militants du PS et du PCF, qui ont pris presque complètement l'affaire en main avec l'aide d'associations proches d'eux telles que SOS-Racisme, la Confédération nationale du logement, l'association des Comité de défense des locataires, ont tenté de multiples démarches auprès des élus, de l'administration, de la justice... Il apparaît cependant clairement que ces démarches n'ont quelque chance d'aboutir que si une

large mobilisation de la population environnante se manifeste. Le Parti communiste appelle à la création d'un collectif de soutien qui devrait enfin se matérialiser dans quelques jours, mais qui n'aura d'efficacité que si les intérêts des partis ne viennent pas neutraliser toute action, ce qui ne semble pas encore être tout à fait le cas.

Dans le 20^e, le dimanche 27 mai fut le seul temps fort de la semaine, avec l'organisation d'un « forum des expulsés ». Tout au long de l'après-midi, de nombreuses familles expulsées ou en voie de l'être ont pu, au cours d'interventions souvent poignantes, raconter leur histoire, hurler leur écœurement face au cynisme de la nouvelle aristocratie que constitue la classe politique et répondre aux élus RPR et PS qui avaient déclaré que les occupants du square de la Réunion étaient manipulés par Action Directe et par l'ultra-gauche (sic). Aucun discours idéologique n'apparaissait dans toutes ces interventions, mais bien la simple détermination à se battre jusqu'au bout pour le droit au logement et au respect de la dignité humaine. Il est regrettable que personne des deux autres campements n'aient pu se déplacer à ce forum, ceux du 18^e étant occupé à accueillir une nouvelle famille, et ceux du 19^e n'ayant pas été spécialement encouragés par les militants socialistes.

En dehors de cette journée, le Comité des mal-logés et le collectif de soutien ont montré bien des signes de fatigue. Depuis maintenant plus d'un mois de lutte, les nombreux militants et habitants du quar-

tier qui au début étaient presque 24 h sur 24 sur le terrain se font plus rares... Et Bariani, le maire du 20^e, qui table depuis le début sur le pourrissement de la situation à cru bon de diffuser, dans les boîtes aux lettres du quartier, un prospectus dans lequel il s'excuse du désordre causé par ces gens qui campent dans un square et promet que la situation sera très bientôt rétablie.

Des enjeux politiques importants

Est-ce l'effet électrochoc d'une telle information ? Le Comité des mal-logés a aussitôt pris la décision de passer à la vitesse supérieure et a convoqué toutes les organisations nationales intéressées par le problème du logement à une réunion jeudi 17 juin, en vue d'une mobilisation d'envergure ! Il faut espérer qu'il ne se noiera pas au milieu de toutes ces organisations, qui n'ont pas toutes que des intérêts humanitaires.

Si le Comité des mal-logés contrôle encore bien la situation dans le 20^e, évitant toute récupération politique, la situation ailleurs est toute différente. Dans le 19^e et plus discrètement dans le 18^e, le Parti communiste cherche à apparaître comme la locomotive du mouvement de défense des expulsés, tandis que les socialistes, déchirés entre leurs idéaux d'avant 1981 et la recherche d'un consensus social néces-

saire au gouvernement, ne cessent de dénigrer à la base comme au sommet le Comité des mal-logés.

L'enjeu est en effet d'importance : que la Ville de Paris recule et c'est l'ensemble de sa politique d'exclusion des couches populaires et d'urbanisme qui sera remise en cause.

Des centaines de jugements sont actuellement en cours en vue d'expulsions. Plus globalement, la cherté des loyers, qui ne manquera pas de s'aggraver avec la reconstruction de la ville est un problème qui concerne des milliers de Parisiens... Autant de voix à glaner en vue des prochaines élections pour les partis de gauche. Il est donc fort à craindre que les partis tentent d'évincer le Comité des mal-logés.

S'il reste indispensable d'élargir la mobilisation, le plus possible, il reste néanmoins à espérer que les divers mouvements politiques qui maintenant prennent le relais des élans spontanés des débuts, sauront garder un peu de pudeur et que les intérêts particuliers des partis ne leur feront pas oublier ce pourquoi ils se sont mobilisés au départ : le logement immédiat et en des lieux décents de toutes les personnes expulsées. La Ville de Paris ne cédera pas facilement. La lutte sera longue. Mais si la mobilisation reste sincère et sans arrière-pensées, le pouvoir ne pourra que plier devant la légitimité des revendications.

Pascal
(Radio-Libertaire)

ANTIFASCISME

L'union antifasciste : avec qui ?

(suite de la une)

Vous avez depuis sept ans laissé se développer le Front national en espérant vous en servir comme épouvantail. Aujourd'hui, vous vous apercevez que vous ne contrôlez plus la situation et vous hurlez au loup... Mais c'est vous qui l'avez installé dans votre bergerie ! Nous ne sommes pas des moutons ! Nous n'avons pas attendu vos « ordres » ou vos « plaintes » pour combattre le racisme, les pratiques sécuritaires et liberticides.

Les stylos à bille de nouveau à l'épreuve...

Il n'y a pas de discussions ni d'ententes possibles avec le fascisme et le racisme ni sur le fond ni sur les formes ! N'est-ce pas Jacques Médecin, n'est-ce pas M. Bernard (maire de Montfermeil), n'est-ce pas M. Deschamps (ancien maire communiste de Clichy-sous-Bois)... Ceux qui ont osé déclarer en 1985 (n'est-ce pas messieurs Fabius et Chirac) que le Front national posait de bonnes questions devraient avoir la décence de se taire...

Ça y est, Gilles Perrault, avec 250 autres intellectuels lancent un Appel flamboyant « *Le temps de la contre-offensive est venu* ». Nous les en remercions... Il chante le refrain du Front unitaire : « *Nous en appelons aux partis et organisations progressistes pour qu'ils créent dans les plus brefs délais, les conditions pratiques d'une riposte unitaire* ». Eh oui, certains attendent, une fois encore, un sursaut de ceux qui en neuf ans de gouvernement ont réussi à faire mieux que la droite... Ils en appellent au « Front de résistance » qui

aurait pour objectif de livrer « une bataille... devant les tribunaux, dans les médias et dans la rue ». Aucun mot sur la transformation des rapports politiques, économiques et sociaux. Cette impasse est-elle le fruit de l'accord minimum pour voir figurer dans la liste des signataires des gens qui soutiennent « la gestion de la gauche » ?

Et pourtant, cette transformation radicale est un point essentiel pour faire reculer le FN, et plus largement les idées et pratiques qui ont pénétré la société française depuis une dizaine d'années... Gilles Perrault ne voit-il pas que le FN se développe parce qu'il apporte des réponses à des crises dans les quartiers, dans le travail, dans la crise économique, etc ? Celui-ci, à son congrès de Nice, a bien montré les enjeux futurs : social et écologie, voilà son programme. C'est en apportant des réponses concrètes et palpables sur ces terrains et non pas en recherchant une gestion consensuelle au jour le jour (comme on le voit sur l'immigration) qu'il y aura recul d'une formation politique dont l'objectif est 1995, et qui sait très bien que l'orage de Carpentras passera comme sont passés ceux antérieurs. Une autre critique est que tous ces intellectuels sont rarement présents dans des luttes concrètes. Le dernier exemple en date est celle de la lutte des mal-logés. Mais évidemment, ça ne fait pas *kitch* de manifester avec des gens qui squattent ! Alors, le front de résistance oui, mais pas dans des « salons causeries », dans des laboratoires de faculté (où d'ailleurs ils ont été incapable de contrer la Nouvelle Droite) ou dans l'alignement de sigles d'organisation, mais sur le terrain, dans des collectifs où ce sont les individus qui veulent lutter

qui viennent et non pas le « délégué de l'organisation ».

Pour ceux qui alerte l'opinion depuis sept ans, et qui ceux qui se sont regroupés depuis trois ans dans la Coordination nationale antifasciste sur la base : « *réoccupons la rue et l'espace social contre le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et discriminatoires d'une manière autonome* » (Voir l'appel de la Coordination (1)), cet appel arrive un peu tard... Si les médias ont très peu parlé des initiatives des groupes antifascistes et notamment des SCALP, avec un dernier exemple la manifestation du 1^{er} mai réunissant près de 1 000 personnes, on ne peut sous-estimer leur travail et leur influence sur une partie de la jeunesse. Si leur fonctionnement n'en fait pas des groupes politiques traditionnels, leur présence sur le terrain, leur volonté de regagner et d'occuper l'espace face au fascisme les différencie des habituels regroupement unitaires qui n'en finissent pas de « pondre des textes » et d'être inexistantes sur le terrain.

Pour un mouvement antifasciste alternatif

Les SCALP ou Réflex sont des pestiférés pour ceux-là même qui aujourd'hui parle de descendre dans la rue... parce qu'ils dénoncent d'une manière radicale la politique d'un gouvernement qui se posait récemment la question de médiatiser son « travail d'expulsions massives ».

Avoir comme objectif une manifestation nationale qui ne repose pas sur des mobilisations et sur une présence quotidienne, sur une pratique sociale alternative, sur le refus de tous compromis idéologiques et

politiques, mais sur une capacité médiatique comme les concerts de SOS-racisme aura peu de résultats. Ce n'est pas en chantant l'« amour » entre les hommes que les conditions de vies s'améliorent, ni en faisant une messe antifasciste annuelle que le Front national reculera !

Pour une Europe ouverte et solidaire

Continuer à affirmer nos idées et nos pratiques, continuer le travail commencé, tels doit être l'objectif pour le moment du mouvement antifasciste alternatif, qui s'est développé dans toute la France et qui doit s'étendre aujourd'hui à l'Europe.

Les lois discriminatoires abondent en France (hier celle de Pasqua, aujourd'hui celle de Joxe) et la perspective de l'Europe de 1993 n'est pas plus réjouissante. Schengen, TREVI, harmonisation des législations, système policier informatisé, etc. L'Europe est vue comme une citadelle blanche face au tiers monde et la « maison commune » (de Mitterrand) une

forteresse. Il faut dès aujourd'hui créer des lieux d'échanges et prendre des initiatives (2). Le 9 juin, la manifestation « *Contre la dette immonde, changer le monde* » est un moment symbolique pour faire converger toutes ces questions et les formuler dans un pôle large regroupant des comités, collectifs et organisations qui se retrouvent maintenant depuis plusieurs années dans des initiatives.

Que ce soit sur la question de la dette ou de la lutte antifasciste, la question est d'arriver à créer un pôle coordonné des groupes alternatifs et radicaux pour que leur expression soit entendue et qu'il pèse collectivement dans les rapports de forces politiques. Et cela est encore plus vrai dans le second cas, où les groupes antifascistes n'ont pas attendu l'Appel de « la contre-offensive » pour la prendre.

Réflex

(1) Disponible à Réflex, 14, rue de Nanteuil 75015 Paris, ainsi que divers matériels.

(2) Prévision d'une brochure sur l'extrême droite européenne par Réflex

Agression de deux anarcho-punks à Damery (Marne)

Le 26 mai, à la fête de Damery (Marne), une trentaine de skinheads très motivés, ont bastonné deux punks anarchistes. Ces skins, venus de Reims, de Châlons-sur-Marne, Troyes, Lille et peut-être même de Paris, ont agressé à dessin ces deux punks connus pour leurs idées libertaires. Ils ont, par ailleurs, dévasté la façade de la maison où l'une de leurs victimes s'était réfugiée. Les gendarmes, mis au courant de la venue des skins, sont arrivés sur ces entrefaites. Pour des militaires, ils se sont montré plutôt démocrates en qualifiant les skins de « nuisibles », lors de la réception de la plainte, qui a suivi cette agression. Deux questions se posent : Que risquent ces skins sur un plan juridique ? Rien de grave ! Et que faire des skins ?

Philippe (Epernay)

ROUMANIE

Le vote plébiscite la Securitate

Il faut être sot ou de mauvaise foi pour s'étonner des résultats des élections roumaines (1). Au mois de février 1990, lors de mon voyage, tout observateur, habité de sens commun, pouvait constater sans effort particulier d'attention combien Iliescu et le Front de salut national étaient populaires dans de larges couches de la population, aussi bien parmi les paysans, les ouvriers, qu'après des nombreuses classes moyennes, des cadres techniques et culturels. Ces résultats ne sont donc que le résultat de cette popularité. Quelle en est l'origine puisque ni les partis historiques ni une opposition nouvelle (politique ou syndicale) n'ont pu contester ce pouvoir.

Il y eut certes les effets tétanisants de la pseudo-révolution qui a beaucoup plus terrorisé la population qu'on ne l'avait cru auparavant. A ce sujet l'article du *Point* (2), signé d'Olivier Weber et Radu Portocala ne fait que confirmer, en y ajoutant des détails croustillants, ce que j'avais écrit dans *Le Monde libertaire* dès janvier 1990 (3). Pourquoi avoir attendu si longtemps ? Il y a encore l'effet immédiat du coup d'Etat sur l'ensemble de la société roumaine qui laisse inchangé l'ensemble de l'appareil d'Etat, le Parti communiste, la Securitate, l'armée et l'administration qui leur était soumise. Il y a enfin les contenus contrastés des discours du FSN et des partis historiques qui méritent attention.

Décembre 1989 : la société roumaine a revêtu sa révolution

Dans son écrasante majorité la société roumaine a donc revêtu sa révolution et ce, avec la complicité des intellectuels qui, au lieu de soumettre les événements à l'épreuve d'un esprit critique, quitte à déplaire au nouveau pouvoir, ont commencé par lui accorder tout crédit afin de se maintenir en place pour les uns, de gagner ou regagner des positions à prendre ou perdues pour les autres. Rien de neuf dans cette sempiternelle trahison des clercs. Les rares dissidents, leur

engagement tardif sous la protection des éléments de la Securitate gagnée au complot (4) préparant le coup d'Etat avec l'accord des services soviétiques, ne les prédisposait pas à s'engager dans une critique radicale des étranges conditions dans lesquelles s'était déroulée la prise de pouvoir par le FSN. C'est pourquoi la naïve et mystique Doina Cornea se retrouve bien seule lorsqu'elle affirme que le Front de salut national n'est que le Parti communiste à peine transformé. Son éphémère gloire médiatique traduit bien l'alliance propagandiste qui s'était établie dès 1987 entre les services roumains, soviétiques et américains dès lors que le pouvoir soviétique décida de lâcher définitivement Ceausescu. *Sic transit gloria mundi*.

Pour ce qui concerne le contrôle idéologique et social, le maintien de l'essentiel de l'appareil politique et policier de l'ancien pouvoir n'a pas été sans entraîner un effet dissuasif. Voici trois mois, il était de notoriété publique, dans tous les départements (judet), les villes, les bourgs et les communes, que les anciens responsables avaient conservé leur place ou avaient été déplacés ailleurs. Les mêmes hommes de la Securitate ou de la milice, nommés dorénavant Police, continuaient leur travail. Plus inquiétante était l'activité d'équipes volantes mixtes d'activistes du parti et de la Securitate qui parcouraient les campagnes afin de convaincre par la persuasion ou la menace, paysans et ouvriers, de ne pas dépasser les limites tracées à la nouvelle liberté : plus particulièrement ils les mettaient fermement en garde contre toute séduction des partis historiques reconstitués. Dans diverses régions les tensions étaient telles que plusieurs fois, mes amis et moi, avec notre caméra vidéo et nos appareils photos, étions accusés d'être des agents électoraux de Coposu (président du Parti national paysan démocrate-chrétien), venus ici ou là afin d'acheter les voix des habitants avec des dollars ! On le constate le travail d'une rumeur orchestrée par les officines policières faisait son œuvre. J'ai aussi rappelé ce travail souterrain à l'occasion des violences ethniques de Tirgu Mures,

lorsque Roumains et Hongrois s'étaient sauvagement battus dans les rues de la ville (5). Mais ce serait faire preuve d'un manichéisme simpliste que d'attribuer aux manœuvres du FSN le fruit de sa victoire. Pour en comprendre l'ampleur il convient de revenir sur les conditions du renouveau politique en Roumanie, la renaissance des partis historiques, l'absence d'une opposition nouvelle et l'efficacité comparée de leurs discours socio-économiques.

Le libéralisme le plus violent

Totalement anéantis ou presque par la répression de l'époque Gheorgiu Dej (1941-1964) les partis historiques de l'entre-deux-guerres (Parti national-paysan, Parti libéral et Parti Social-démocrate) n'ont jamais pu, même dans une semi-clandestinité, retrouver de jeunes élites. Aussi le coup d'Etat les a-t-il pris de vitesse, si bien qu'au soir du 23 décembre 1989 quelques vieillards ressortirent de la pénombre, certes courageux, mais harassés par des années de silence et de peur. Pire et grave erreur tactique, hormis Coposu déjà cité, ceux qui se présentaient comme les héritiers directs des chefs historiques de l'avant-guerre, revenaient à la hâte de l'étranger, ce qui permettait au FSN de les dénoncer comme des traîtres à la patrie, ayant abandonné le souffrant pour le bien-être occidental. La bassesse de l'argument n'échappera pas à ceux qui savent que ces hommes quittèrent la Roumanie après de terribles années d'épreuves et de souffrances, dans des gèdes, des camps, des mines de sel ou de charbon, ou au canal du Danube. Mais l'argument touchait juste car il reprenait, dans le nouveau contexte, la phraséologie mobilisatrice très appréciée du nationalisme de Ceausescu, celle de l'indépendance nationale et du complot capitaliste. Rien de nouveau sous le soleil des Carpates ! Sans plus de traditions dans la culture politique roumaine intérieure, les partis historiques (6) réapparaissent sans préparation, (écartés bien sûr des préparatifs du complot), plus nourris de ressen-

timents (certes compréhensibles) que d'analyses politiques, mais totalement déphasés par rapport à la nouvelle réalité sociale engendrée par quarante-cinq ans de régime communiste. Leurs références en appellent aux chefs de l'entre-deux-guerres et omettent les bouleversements irréversibles qui ont transformé ce pays, majoritairement rural en 1948, en un pays industrialisé, urbanisé, collectivisé, dominé par une population composée essentiellement de classes moyennes, intellectuelles, techniques, administratives, mais en rapport étroit avec la vie campagnarde. Or les partis historiques, chacun à sa guise, tous dans le discours démocratique, proposaient soit quelque chose de peu compréhensible comme le libéralisme économique (parti libéral) soit de totalement anachronique comme le retour à la situation foncière de 1948 (Parti national-paysan). Dans un cas comme dans l'autre, des programmes élaborés à la hâte faisaient peur dans un pays où la politique de Welfare n'avait pas encore fait son œuvre, où les citoyens avaient, des années durant, organisé systématiquement (et souvent avec l'aval des autorités de contrôle) des réseaux économiques parallèles qu'ils avaient utilisés avec beaucoup d'efficacité. Face aux discours libéraux du Parti libéral ou du retour à l'ancienne propriété foncière, les paysans et les ouvriers, avec l'aide de la propagande souterraine du FSN, voyaient déjà revenir les anciens capitalistes et les grands propriétaires fonciers. De plus, pour conforter les classes moyennes intellectuelles, le FSN avait immédiatement ouvert les frontières et donné des garanties quant au maintien de leurs privilèges, coupant ainsi aux partis historiques bien des possibilités d'y pouvoir recruter l'intelligentsia qui leur fait défaut. Bien joué !

Par leur aveuglement historique, par leur incapacité de dépasser une analyse politique fondée sur un anticommunisme du ressentiment, par leur impuissance à démanteler le mythe révolutionnaire — qu'au contraire ils alimentent en louant le peuple et son héroïque armée —, par leur soit immédiat de pouvoir et leur participation, même marginale, au pouvoir crouppion que leur offrait le FSN en janvier 1990, pour toutes ces raisons les partis historiques se sont trouvés dans l'impossibilité de mettre en place les conditions intellectuelles et pratiques capables d'ouvrir une critique radicale de l'accord et du complot entre le parti, l'armée et la Securitate qui avait préparé la prise du pouvoir et inauguré l'ère post-ceausescienne.

Mais cela ne saurait suffire. Les manœuvres et les intimidations du FSN ne permettent pas d'expliquer un succès électoral qui s'apparente à un plébiscite. Celui-ci a su regarder et analyser avec lucidité les impasses et les redoutables épreuves auxquelles se confrontent les pays de l'Est qui se sont engouffrés tête baissée dans le libéralisme économique le plus violent. Epuisée par le remboursement de sa dette, pauvre en devises par des importations massives de denrées alimentaires effectuées depuis le mois de janvier 1990, les idéologues du FSN ont mesuré avec beaucoup de perspicacité les ravages que causeraient la brusque arrivée d'une économie de marché dans une économie totalement étatisée et minée par la corruption généralisée. Dans un discours délivré à Ploiesti la semaine précédant les élections, Ion Iliescu a montré avec beaucoup de perspicacité (et d'habileté) les dangers qui menaceraient l'ensemble des Roumains si l'on transformait rapidement l'économie du pays, en rappelant que : « le capitalisme ne vise

jamais le bonheur du peuple, mais le profit maximum ». Sage remarque quand on constate combien le programme libéral drastique de la Pologne a paupérisé les couches sociales déjà les plus éprouvées par les réformes mises en œuvre sous le régime communiste. Car, il faut le dire et le redire, ce ne sont pas les anciens nomemklatura qui sont touchés par la mutation économique de l'Est, mais les ouvriers, les étudiants, les enseignants et nombre d'agents des services publics. Ce sont toujours les mêmes auxquels on demande les plus grands sacrifices.

Toutefois cette sagesse n'est pas due à une sollicitude philanthropique du pouvoir, mais à la volonté d'éviter un ébranlement trop violent de la société de peur d'engendrer des bouleversements dangereux pour les pouvoirs des anciens appareils d'Etat. Ceux-ci ne peuvent prospérer que dans le maintien du statut quo comme le prouve les grotesques procès faits aux anciens membres du gouvernement de Ceausescu.

Malte : un nouveau partage du monde

A la lumière de ces remarques on constate que la grande mutation de l'Est européen représente bien un nouveau partage du monde qui semble avoir été conçu à Malte. Aujourd'hui, la Roumanie se présente comme le pays dont le régime s'apparente le plus à ce que souhaitait Gorbatchev pour lui-même, à savoir un présidentialisme communiste à « visage humain et mercantile ». On peut penser qu'elle sera rejointe par la Bulgarie après l'élection de Mladenov (ministre des Affaires étrangères de Jivkov pendant quinze ans), tandis que la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie sont attribuées à l'Occident, à lui d'en prendre la charge. A preuve que ces hypothèses ne paraissent pas tout à fait irréalistes, quand on constate la satisfaction des observateurs américains et français après les élections, malgré l'évidence des fraudes électorales (7).

Pourtant rien n'est joué en Roumanie où demeure ouverte la place pour une opposition renouvelée qui saurait à la fois rompre avec l'avant-guerre, les piouettes d'un communisme remis au goût du jour, et, *last but not least*, les illusions d'une révolution qui ne fut qu'une ignoble et abjecte scénographie d'apparatichki qui ont machiavéliquement (et avec l'accord des grandes puissances) mis à l'abri l'essentiel de leurs privilèges.

Claude Karnoouh
(chercheur au CNRS)

Nouvelles anarchistes de Bulgarie

La dalle mortelle posée pendant 45 ans sur le mouvement anarchiste bulgare se lèzarde. Les anarchistes sortent du cauchemar sanglant, relèvent la tête et redressent le drapeau noir.

Dans une situation nouvelle, mais encore chargée de menaces, dont personne ne peut prévoir l'évolution avec certitude, le mouvement anarchiste essaye de se réorganiser. Ainsi, du 19 au 21 mai 1990, à Kazanlak (sud-est de la Bulgarie), a eu lieu une conférence-congrès, réunissant 150 personnes. Les anarchistes bulgares se sont fixés divers objectifs permettant leur développement.

Il s'agit d'adopter une nouvelle structure pour le mouvement : groupes, organisations, fédération (Fédération anarchiste-révolutionnaire bulgare) ; d'informer les Bulgares de la réalité du mouvement anarchiste mondial ; d'adopter les programmes et plates-formes de la FARB comme base d'organisation, avec constitution d'un comité visant à les actualiser afin de les soumettre à l'aval du prochain congrès. La mise en place d'un secrétariat administratif aux prérogatives définies s'est par ailleurs révélé nécessaire ; tout comme s'est révélé utile de voir la FARB

se doter d'un journal, dont l'équipe rédactionnelle et le nom n'ont pas encore été définis. Au delà, la FARB se propose de créer une coopérative d'édition et d'impression visant à promouvoir la littérature anarchiste.

Au sein de la société bulgare

Au plan des orientations politiques et sociales en Bulgarie, le mouvement anarchiste bulgare se propose de constituer une équipe travaillant avec le mouvement écologiste et souhaite prendre position sur les questions de paix, de désarmement, de démilitarisation globale jusqu'à éradication de la guerre et disparition entière des armées dans le monde.

La question de la propriété avec pour principe le rejet de la propriété privée et d'Etat et la défense du bien-être de toutes les personnes au sein de la société a été retenue ; comme a été retenu le souhait de voir introduit réellement dans la société les articles un et vingt-et-un de la Déclaration des droits de l'homme pour la liberté pleine et entière de chaque individu et son droit de prendre une part active et directe à la vie sociale et à sa participa-

tion dans les mouvements professionnels indépendants des partis et de l'Etat.

Sur le plan international

Sur un plan international, il a été décidé de se pencher sur les rapports Nord-Sud et Est-Ouest, avec comme souhait la disparition des frontières, des barrières douanières, et de l'Etat. La question de la libre intégration à toute société humaine a par ailleurs été évoquée.

La conférence a été organisée par le secrétariat de l'organisation anarchiste de Kazanlak composé de : H. Karaivanov, Gantcho Damianov et Ivan Gougjev.

Les informations transmises par nos camarades nous indiquent combien il est important de parvenir à une pleine et entière solidarité avec la FARB. Solidarité qui dans l'immédiat passe par la large diffusion de nos informations respectives.

Trendafil Maroulevski
(Gr. anarchiste bulgare en exil,
regroupé autour
des revues *Anarchiste* et
La Révolution anarcho-communiste)

(1) Avec plus de 80%, l'élection de Ion Iliescu à la présidence de la république roumaine représente un score en contradiction avec la prétendue disparition du Parti communiste roumain.
(2) *Le Point*, « Les cinq actes d'une manipulation », 21 mai 1990, n°922.
(3) *Le Monde libertaire*, « Un thermidor à la roumaine », jeudi 1er février 1990, n° 779.
(4) *Le Point*, op. cit.
(5) Cf., « Nationalisme et barbarie », in *Le Monde libertaire*, 5 au 11 avril 1990, n° 778.
(6) Dès la prise du pouvoir, le FSN avait interdit tous les partis faisant plus ou moins référence au fascisme hérité de la Garde de fer.
(7) La plus évidente se situe dans le maintien des listes électorales de 1977, date du dernier recensement. Tout se passe donc comme si l'état démographique du pays était resté inchangé depuis. Un comble !

EXTREME DROITE

Panorama de la peste brune nantaise

NANTES n'est pas Marseille. Le Front national, lors des dernières législatives n'a fait que 4,5% des voix, même si dans certains quartiers populaires il a tourné autour de 15%.

Nantes n'est pas Marseille, et pourtant on y retrouve tout l'éventail de l'extrême droite. Des intégristes catholiques aux néo-païens de Troisième voie, des pro-life aux nazis du PNFE, en passant par les monarchistes de l'Action française, les étudiants de l'UNI et le FN ; chaque succursale des groupes nazillons nationaux a son antenne à Nantes.

Si 1989 et 1990 m'étaient contées

Mais ce n'est pas tout, Nantes se retrouve aujourd'hui encore sous les feux de l'actualité. Comment s'en étonner ? Dans la nuit du mercredi 16 au jeudi 17 mai quatre-vingts dix tombes d'un cimetière catholique ont été profanées à Saint-Herblain. Parmi des dizaines de graffitis, les « présumés coupables » ont laissé leur signature : « Juifs de France » et « SCALP » (Section carrément anti-Le Pen). Arrêtés le lendemain, ils ont déclara-

rés avoir voulu faire porter le chapeau à l'extrême gauche. Simple provocation... cet acte immonde est l'œuvre de trois skinheads (un lycéen, un fils de colonel... tous issus de la bonne bourgeoisie locale), selon la presse, non politisés. Or, nous savons (de source anti-fasciste) que tous trois ont frayed avec le mouvement Troisième voie, que dirige Jean-Gilles Malliarakis. Que doit-on dénoncer ? La profanation des tombes ? Acte odieux évidemment ! Mais est-ce plus grave que de descendre un arabe ou d'exprimer ses idées antisémites vis à vis d'hommes, eux, bien vivants ? Que doit-on penser de la façon dont l'actualité a été traitée à propos de l'affaire de Nantes ? Certes, ce n'était pas facile car cette fois-ci, il ne s'agissait pas de tombes juives. Alors comment faire l'unité autour de la pureté des Nantais qui bien entendu ne sont pas antisémites pour un sou ! Mais la solution fut vite trouvée : il s'agissait de « trois marginaux violents », d'une provocation. L'honneur est sauf, Nantes n'est pas atteinte par la peste noire. La bourgeoisie nantaise peut continuer à dormir sur ses deux oreilles.

On se souvient avec nostalgie de l'avant 1989, époque où Nantes n'accueillait que les révisionnistes en

faculté d'Histoire, que le congrès national de Troisième voie et que les manifestations des intégristes à l'occasion de films « blasphématoires » ! Comment voir dans ces quelques signes, parsemés dans le temps, la propagation des idées fascistes dans la bonne société nantaise ? Et pourtant... et pourtant... Troisième voie décidait de transférer son siège national à Nantes. Qu'à cela ne tienne, on les voyait si peu distribuer des tracts sur la fac (1 à 5 fois par trimestre... pas plus !)

Et puis, à la rentrée 1989 un militant antifasciste recevait des menaces de mort à son domicile (lettres et appels téléphoniques). Et alors, chacun a le droit de s'exprimer ! Puis, quelques temps après ce même militant, un lycéen, ainsi qu'un professeur de son établissement et un élu communiste recevait un colis piégé. Nantes est alors secouée ! L'affaire fait la une pendant au moins trois jours ! Puis, on oublie, l'enquête piétine et quelques semaines plus tard les victimes ne savent plus où en est l'enquête. Pourtant, au lycée, les provocations des nazillons se multiplient jusqu'à la semaine dernière où un antifasciste tombe sur des fiches constituées par les fachos. Dessus se trouve la photo de militants ou de sympathisants du comité antifasciste du lycée,

avec leur adresse, leur emploi du temps et la mention « à tabasser au plus vite ». Comme l'union fait la force se regroupent dans ce lycée des militants de Troisième voie, du PNFE ou de « simples adhérents » du FNJ. Chacun a le droit de s'exprimer comme ils l'ont fait déjà plusieurs fois en tabassant des anti-fascistes qui avaient commis l'erreur de se promener seuls, sans escorte !

Mais Dieu existe... j'ai marché dedans !

Il nous restait la foi pour ne pas sombrer ! Et bien, elle est venue à Nantes pour défendre la vie. Ainsi, une réunion publique fut organisée en février par « SOS-Tout petit ». Puis les 9,10,11 mars le Cercle national des femmes d'Europe tenait son congrès national à Nantes. A l'ordre du jour : l'avortement et la contraception, avec comme invité de marque Bruno Gollnisch (mais vous savez ce que c'est, les noms on les oublie...). Puis en avril, des adhérentes de « SOS-Tout petit », « Laissez-les vivre »... envahissaient le Centre d'interception volontaire de grossesse. Certes, mais elles étaient si peu... En ce mois de mai 1990, c'est un pèleri-

nage pour la vie qui était organisé sur Nantes par les associations anti-avortement suivantes : « Laissez-les vivre », « SOS-Tout petit », « Magnificat », « Pro-vie »...

Ouf ! Enfin une bonne nouvelle ! A Saint-Nazaire ? N'est-ce pas Arnaud de Perrier, digne représentant du Front national sur Nantes, qui passe en procès le 8 juin à Saint-Nazaire ? Pourquoi ? Il a tout simplement distribué des tracts haineux appelant la population nazairienne à réagir contre l'islamisation de leur ville... continuons notre cheminement vers le futur pour annoncer la fête Bleu-blanc-rouge du FN, à Nantes le 24 juin. Non, Nantes n'est pas Marseille, pourtant tous les événements cités ci-dessus, mis bout à bout, révèlent la même démarche fascisante. Faudra-t-il que l'on n'ose plus sortir pour qu'on se décide à réagir ? Le racisme ne serait-il punissable que lorsqu'il touche des Juifs ? L'est-il moins lorsque ce sont des Arabes, des Africains, des Antillais ou des militants antiracistes, anti-fascistes et anti-sexistes que l'on tabasse ? Ah, Nantes, bonne ville bourgeoise, ton calme me charme !

P'tit Mousse (Nantes)

DETENTION

Communiqué de la CNP-D1

NOUS CNP-D1, tenons à vous informer du mouvement des mutins de Saint-Maur, camarades victimes et bœufs émissaires d'un simulacre de procès, d'une parodie de justice, voire d'une caricature où ladite justice ne sort pas, une nouvelle fois, grandie. Simulacre de procès, vaste mascarade où le ministère public en la personne du procureur de la République fut juge et partie. Exécution sommaire, où les peines requises le furent sous la pression du puissant syndicat FO, fascisant, majoritaire chez les personnels pénitentiaires de la centrale de Saint-Maur, où règne un régime de haute sécurité. Aller sans retour, exclusion programmée, univers concentrationnaire, unité de non-droit, laissé aux mains d'un quelconque « nazillon » arriviste, carriériste, imbu de son pouvoir totalitaire, tout à fait paranoïaque et parfaitement irresponsable. La révolte qui éclata et qui aurait pu être plus dramatique est le fruit de tout cela.

Faible mobilisation, pourtant...

Aussi, à l'analyse des débats les 23, 24 et 25 avril derniers et de l'avis de tous les observateurs, le pouvoir politique fit preuve d'irresponsabilité et d'une incompétence désormais coutumière pour le moins précoce.

La matonnerie ne saurait se contenter de cet os à ronger qu'est le verdict à l'encontre des mutins de Saint-Maur, d'autant qu'elle sait combien la solidarité et la mobilisation parmi les détenus fut timide (75 détenus refusèrent de remonter en cellules à Saint-Maur, et guère plus au sein des mai-

son d'arrêt parisiennes). Hormis ces refus et quelques autres refus de plateaux, ici où là, nous devons mesurer l'ampleur du malaise. La situation est grave, mais pas désespérée. Il ne tient qu'à nous, et à nous seuls, de redresser le tir.

Si au D1 aucune sanction ne fut prise à l'encontre des détenus solidaires, les réflexions et autres provocations sont toutefois de mise et ceci de façon coutumière. La tension est palpable, la haine est réciproque, l'ambiance suffocante, la bombe est amorcée.

Des craintes légitimes

Au personnel et à l'administration nous disons que vos craintes sont légitimes en matière de révolte. L'irresponsabilité dont vous faite preuve saura vous sauter à la gueule. Vos collègues syndicalistes de Loos semblaient surpris de ce que les détenus brisent leurs postes de télévision. Les détenus conscients cassent l'instrument de leur aliénation, puisse cela vous faire réfléchir... N'est pas trop vous demander ?

Pour en revenir au D1, la matonnerie est de plus en plus cavalière, la tendance s'est amplifiée ces derniers jours, depuis la nomination du sieur Carlier, comme chef de détention. Avant sa nomination, plusieurs courriers de protestation avaient été adressés à la direction à la suite des agissements de ce petit nœvi. Le résultat a eut pour effet de le voir nommer chef de la détention. Il est donc acquis que la volonté de l'administration est au durcissement, à la reprise en main. La dernière provocation en date est la suivante : alors que

nous nous apprêtions à descendre en promenade, en rang par deux, et en un silence complet, exigé, comme à l'école maternelle, le sieur Carlier accompagné de son escouade de « chiens de garde » nous hurle qu'à compter de ce 26 avril toutes les remontées de promenade qui tarderaient se verraient sanctionnées par la rédaction d'un rapport disciplinaire. Par ailleurs, si nous persistons, les repas seraient servis froids. A quand la privation de dessert ? Où le lit sans souper ? C'est de la folie furieuse, de l'infantilisation, de la dépersonnalisation des plus féroces.

Radio-Libertaire fut brouillée les trois jours que durait le procès de Châteauroux. Tout le monde sait que Radio-Libertaire devait nous tenir au courant des débats. Craindriez-vous une coordination extérieure, un soutien et un relai fort et dynamique ? Craindriez-vous que vos exactions sortent de l'enceinte de vos murs ? Craindriez-vous que votre pouvoir despotique s'effrite ? Messieurs les « bourreaux » sachez que la vérité ne s'emmure pas. Le régime Ceausescu en a su quelque chose !

CNP du D1
Le 16 mai 1990

Sur
RADIO-LIBERTAIRE
(89.4 FM)
écoutez
chaque mercredi,
« RAS LES MURS »
l'émission
sur la prison,
de 20h 30 à 22 h 30 !

ANTIFASCISME

Heurs et malheurs du SCALP de Grenoble

BIEN qu'ayant à peine un an d'existence, le SCALP « Anne-Frank » de Grenoble (1) se voit déjà contraint de comparaître devant la cour de justice sous l'inculpation de diffamation à l'égard du Front national.

Tout commence en juin 1989. Devant la perspective d'une poussée du FN aux élections européennes, un groupe d'amis se décide de constituer une section du SCALP. Pour contrer Le Pen et ses propagandistes l'action la plus efficace est rapidement trouvée : l'affichage.

L'affichage qui pose problème

Un maximum d'argent ayant été collecté, des centaines d'affiches sont achetées et d'autres créées pour l'occasion. Il va s'en suivre, à travers Grenoble, un collage massif de 2 000 affiches. Il est difficile d'évaluer l'impact de cette action sur les électeurs, cependant une réalité apparaît : au levé du jour, la présence anti-Le Pen ne passe pas inaperçue.

En octobre dernier, un concert anti-Le Pen est organisé sur le campus universitaire. Sept groupes sont au programme. Le concert débute dans une bonne ambiance et la table de presse attire du monde, peu habitué aux revues engagées. Malheureusement, certains le savent, le concert va s'achever d'une façon peu habituelle. Dehors une trentaine de « punks-destroy », sous l'effet de l'alcool et de la drogue s'en prennent aux étudiants venus assister au concert. Rapidement la situation dégénère en un affrontement très violent entre les « hommes de cro-magnon » d'un côté et le SO, les musiciens et le public de l'autre. Résultat des courses : plusieurs per-

sonnes à l'hôpital et le concert doit s'interrompre. Ce n'est pas la vente des T-shirts du SCALP, créés pour l'occasion, qui va combler le déficit de 9 000 francs.

Après une période de remise en cause, le SCALP reprend ses activités, en janvier 1990, en diffusant 3 000 tracts d'information lors d'une réunion du mouvement néo-fasciste Troisième voie. Peu de temps après, 5 militants du SCALP sont entendus par la police, puis par le juge d'instruction, à la suite d'une plainte pour diffamation déposée par le Front national. L'affichage de juin n'a pas été apprécié. Bien que la date du procès soit toujours inconnue, la résistance s'organise sur Grenoble : campagne de pétitions (1000 signatures récoltées en quatre jours), travail avec d'autres organisations locales, émission de radio...

Les membres du SCALP préparent également une K7 compilation (avis aux groupes !) afin de financer leurs frais de justice, ainsi que leurs actions de protestation (et pourquoi pas un affichage ?). Notons aussi l'organisation d'une semaine anti-fasciste, avec le Collectif libertaire grenoblois, qui s'est tenue la première semaine du mois de mai.

Le SCALP compte, bien sûr, sur votre soutien militant par la signature de la pétition que nous faisons circuler, nous avons par ailleurs lancé un appel à la souscription, prise en charge au niveau national par l'association Réflex de Paris (2).

Laurent Joly
(Saint-Martin-d'Hères)

(1) SCALP « Anne-Frank », BP 185, 38402 Saint-Martin-d'Hères.

(2) Réflex, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Les chèques sont à libeller au nom de Réflex (mention « solidarité procès »).

NOTES DE LECTURE

« Le pouvoir sans visage » (1)

PIERRE Marion ne fait vraiment pas partie de nos relations. Jusqu'alors, tout nous séparait et particulièrement sa carrière, fort peu sympathique : polytechnicien, il a passé vingt ans à la direction d'Air France puis de l'Aérospatiale avant d'être, en 1981, le patron des services secrets ? Voilà un homme qui a longtemps été l'un des acteurs, et non des moindres, du complexe militaro-industriel. Son évolution récente n'en n'est que plus remarquable : fruit d'une prise de conscience tardive, le livre qu'il vient de consacrer au milieu des technocrates de la guerre n'en est pas moins lucide, argumenté, digne d'intérêt. Disons-le tout net, *Le Pouvoir sans visage* constitue un document exceptionnel, un superbe réquisitoire dévoilant la puissance des « nouveaux militaristes » qui, dans l'ombre, orientent la politique de « défense » et la diplomatie. Un bien sombre tableau qui retrace l'histoire de la

militarisation de l'économie, en reconstitue le développement, le fonctionnement et les spécificités françaises. La description circonstanciée qu'il fait des principaux acteurs du complexe (ingénieurs de la Direction générale de l'armement, haute hiérarchie militaire, industriels) est éclairante. Et l'évocation des auxiliaires et supplétifs des statocrates (ministres, parlementaires, journalistes accrédités) n'est pas moins inquiétante.

Réseaux occultes, jeux d'influence, passage des officiers aux firmes privées, connivence et manipulations en tout genre se conjuguent pour conférer aux technocrates de la guerre un pouvoir sans limites. Un pouvoir occulte et ô combien menaçant qui est, et sera plus encore demain, le principal obstacle au désarmement.

Contrairement à ce que laisse accroire le bandeau publicitaire qui en orne la couverture, il n'y a pas de révélations frac-

santes dans cet ouvrage. Mais l'analyse implacable d'un cancer qui ronge le corps social, place la « diplomatie sous influence », « la démocratie en question » et l'économie sous tutelle. Bien davantage qu'un sinistre constat, un salutaire cri d'alerte. Bref, mieux qu'un ouvrage à lire de toute urgence, *Le Pouvoir sans visage* est de ces rares livres à annoter, à méditer et à faire largement connaître. Pour comprendre et dénoncer, tant qu'il est encore temps, les agissements de ces « groupes d'hommes dont le crédo, la puissance et les intérêts sont intimement liés à la lecture militaristes de l'Histoire ».

Michel Auuvray

Pierre Marion, *Le pouvoir sans visage*. Le complexe militaro-industriel, Calmann-Lévy, 268 pages, 120 francs.

JEAN GUIDONI
chante pour

Libertaire 89.4

LUNDI 11 JUIN
21h00

TLP - DEJAZET
41, Bd. du Temple
75003 PARIS
M^e République

RESERVATION
PUBLICO 48 05 34 08
145, rue Amelot 75011
Places : 120 F et 80 F
(carte R.L.)



Jean Guidoni
chante pour
Radio-Libertaire
au TLP-Déjazet

En mars 1989, Jean Guidoni présentait un spectacle à l'Espace européen qui allait un peu « casser » l'image que l'on était en train de se faire de lui : des « tubes » comme *Tramway terminus nord* et *Mort à Venise* qui laissaient présager un passage vers une carrière plus conventionnelle ! Et voilà qu'il est apparu sur une scène seulement accompagné de deux pianistes et d'une chanteuse, Marcia Ann Bartley.

Un spectacle d'une beauté et d'une noirceur sans artifices, l'essentiel étant dans les mots, dans la voix et la présence sur scène de cet être tourmenté et parfois terriblement humoristique et drôle par conséquent... De ce spectacle est sorti un double album qui traduit bien cette magie un peu baroque, cette émotion à fleur de peau...

Il y a quelques mois, Jean Guidoni présentait son nouveau disque enregistré en studio : *Au tourniquet des grands cafés*, où pour la première fois il signe la totalité des textes... On retiendra en particulier un très beau *Véronne-véronal* et *Impérial Palace*. C'est l'univers poétique de Jean Guidoni : l'idée du naufrage, le temps qui passe, la vie et la mort, l'amour toujours, même si ce dernier sujet, chez Jean Guidoni, n'a jamais rien de conventionnel... comme dans la chanson *La Punition*, une chanson d'amour sur fond de sado-masochisme... C'est beau et fort, avec une écriture très belle qu'il faut encore souligner. Au niveau musical on retrouve dans ce disque un accompagnement plus « classique » mais très soigné. On peut préférer le côté dépourvu de son « livre » à l'Espace européen. Et pour celles et ceux qui ont un petit faible pour ce disque, ça tombe bien car Jean Guidoni chante, pour Radio-Libertaire, le lundi 11 juin, au TLP-Déjazet, et reprend la même formule qu'à l'Espace européen, c'est-à-dire un spectacle avec deux pianistes et une chanteuse : Marcia Ann Bartley (que l'on dirait sortie directement d'un film de Fassbinder). Deux heures d'une indicible émotion et d'une indicible beauté, deux heures sur scène pour vous faire pleurer et rire. Je n'en dis pas plus. N'oubliez pas : Lundi 11 juin à 21 heures... un gala vraiment exceptionnel au TLP-Déjazet !

Ytak

Aucun blasphème
dans l'œuvre d'Ody Saban

Dans l'article intitulé *Découverte d'Ody Saban*, publié dans le n° 786 du ML, l'auteur, André Robert, indique que cette artiste, venue de l'Orient, détourne et blasphème les décors que l'on trouve habituellement dans les mosquées. Madame Ody Saban, que nous avons eu au téléphone, tient à souligner que s'il est exact qu'elle détourne certains décors en aucun cas on ne peut la rendre responsable du moindre blasphème, comme nous l'avions indiqué un peu légèrement dans nos colonnes. Nous prions l'artiste de bien vouloir nous excuser de cette bêtise et espérons, par ce démenti, rendre la tenue de son actuelle exposition parisienne des plus sereines.

La rédaction

Sélection Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 7 juin

— « *Flagrants désirs* » (19 h 30 - 20 h 30) : spécial Jean Guidoni.

Samedi 9 juin

— « *Chronique syndicale* » (11h 30 - 14 h 30) : Présentation, avec les Editions ouvrières, du second volume du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier : le « Maitron ». Actualité santé : ça bouge chez les agents hospitaliers.

Dimanche 10 juin

— « *La Santé libérée* » (16 h 30 - 18 h) : vaccination ou santé ?
— « *Vent d'Est* » (20 h - 22 h) : l'actualité à l'Est de 20 h à 21 h. Débat sur l'Albanie avec Elisabeth et Jean-Paul Champseix, auteurs de l'ouvrage *57, boulevard Staline*.
— « *L'imaginaire* » (22 h - 23 h) : « Les brins d'une guirlande éternelle ».

Mardi 12 juin

— « *Blues en liberté* » (10 h 30 - 12 h) : l'harmonica électrifé.

Mercredi 13 juin

— « *Laissez-passer* » (12 h - 13 h 30) : la Ligue des droits de l'homme.

Les « Caramels fous »

présentent la pièce comique :

« *La Dernière tentation d'Ulysse* »,

du 6 au 10 juin

(du mercredi au samedi à 21 h. Dimanche à 15 h),

au TLP-Déjazet,

41 bd du Temple (M^e République), 75003 Paris.

Tél. : 42.74.20.50.

Prix des places : 100 F (collectivités : 80 F)

La « Santé libérée »

Un nouveau rendez-vous sur les ondes de Radio-Libertaire : « *La Santé libérée* » propose aux auditeurs, toutes les quatre semaines, le dimanche de 16 h 30 à 18 h, une réflexion sur la santé et sur les moyens naturels de la gérer.

Parmi les différentes techniques de prise en charge de sa santé, nous développerons les thèmes suivants :

- l'importance d'un équilibre alimentaire approprié à l'homme et aux règles biologiques de son organisme.
- l'efficacité des thérapies naturelles et non toxiques.
- les répercussions de l'environnement et des conditions de vie sur la santé (habillement, habitat, activités, pollutions...)
- l'influence des facteurs psychologiques sur le corps.

Nous proposons un éclaircissement scientifique, reposant sur les données actuelles de la biologie, de la nutrition et de la chimie du corps afin de se faire une opinion non sectaire et non exclusive dans le domaine des médecines naturelles, dénonçant du même coup les abus de pouvoir et la déshumanisation d'un certain système médical et des lobbys pharmaceutiques.

À l'instar de notre perspective remontée aux sources de la maladie, à l'origine du déséquilibre qui a conduit l'organisme à un dysfonctionnement.

Tout un programme visant à montrer que notre santé dépend en grande partie de nous-même.

L'équipe de la « Santé libérée »

Prochain rendez-vous et sujet d'émission :

— le 10 juin, de 16 h 30 à 18 h : « *vaccinations ou santé ?* », avec pour invités des représentants de l'Association pour la santé sans vaccinations ni autres nuisances (ASSVAN).

NOTES DE LECTURE

« La Politique expliquée aux enfants » (1)

DENIS Langlois écrit dans *La Politique expliquée aux enfants* : « *S'il y a un conseil à te donner, c'est de te méfier des chefs, des grands comme des petits, de ceux qui dans la cour de récréation décident toujours des jeux comme de ceux qui décident de la marche du pays.* »

Publié une première fois en 1983 par Les Lettres libres, puis à nouveau, aujourd'hui, par les Editions ouvrières, ce livre demeure d'actualité. S'adressant principalement aux enfants, il ne saurait déplaire aux adultes, parents ou non, qui y trouveront quelques sages conseils. Denis Langlois exprime sa méfiance envers tout système politique tendant à déposséder l'individu de son pouvoir. « *La politique ne doit pas être l'affaire de quelques uns, mais de tout le monde, c'est à dire de chacun d'entre nous* », assure-t-il, expliquant qu'un fonctionnement non autoritaire de la société est, non seulement tout à fait concevable, mais surtout nécessaire pour que la vie ne soit plus bradée, comme elle peut l'être trop souvent : « *qu'il faudrait, c'est que les gens s'organisent entre eux et fassent eux-même le plus de choses possibles, sans demander à qui que ce soit de les commander.* »

Un discours qui gagnerait à être étudié dans les écoles, à la place des tirades patriotiques, des odes à la soumission, de

tous ces bobards engrangés année après année dans la tête des enfants, ces « futurs citoyens » qui, en toute logique, jugeront normal de s'en remettre à quelques personnages dit « providentiels »... Et au moment où, justement, un nouveau Führer prétend s'occuper de notre avenir, il est important que le texte de Denis Langlois soit mis entre les mains des enfants.

Il écrit encore « *Avance sur le chemin, mais garde toujours les yeux bien ouverts. Il n'y a pas d'homme providentiel qui à lui seul pourra changer le cours des choses. Si tu crois le rencontrer, méfie-toi. C'est peut-être simplement que tu as un instant fermé les yeux.* »

Tant d'autres passages mériteraient d'être cités... Pour une fête, un anniversaire, ou toute autre occasion n'hésitez pas à offrir ce livre à votre enfant, ou, à défaut, à l'enfant d'amis, de voisins, à votre nièce ou votre neveu... Grâce à lui, si, comme l'affirme par ailleurs Denis Langlois, le propre d'un livre est de troubler plutôt que de convaincre, il y aura peut-être un citoyen de plus qui refusera, plus tard, de gober toutes les inepties qu'on lui présentera et qui tentera de vivre libre !

Thierry Maricourt

(1) Denis Langlois, *La Politique expliquée aux enfants*, Editions ouvrières - collection Enfance heureuse.

RENDEZ-VOUS

MARSEILLE

Le groupe Ascaso-Durruti tient ses permanences tous les samedis, de 14 h 30 à 17 h 30, au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (M^e Réformés-Canebière ou Cinq avenues-Longchamp). Vous pourrez discuter des sujets qui vous tiennent à cœur et consulter notre riche bibliothèque.

GROUPES FA

PARIS :

12 groupes dans les arrondissements suivants : 3^e, 4^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE :

ESSONNE : Vallée de Chevreuse, Evry, Val d'Yerres.
HAUTS-DE-SEINE : Asnières, Fresnes-Antony, La Défense, Colombes (liaison).
SEINE-ET-MARNE : Chelles, Coulommiers, Melun.
SEINE-SAINT-DENIS : Noisy-le-Grand, Saint-Denis, Sevran-Bondy.
VAL-DE-MARNE : Arcueil, Le Kremlin-Bicêtre (liaison).
VAL-D'OISE : Argenteuil, Sarcelles.

PROVINCE :

AISNE : Anizy-le-Château.
ARDECHE : Aubenas.
BOUCHES-DU-RHONE : Arles, Marseille.
CHARENTE : Angoulême.
CHARENTE-MARITIME : Rochefort/Marennes.
COTE-D'OR : Dijon.
DOUBS : Besançon.
EURE-ET-LOIR : Chartres.
FINISTERE : Brest.
HAUTE-GARONNE : Toulouse.
GIRONDE : Bordeaux (3 groupes).
ILE-ET-VILAINE : Rennes.
INDRE-ET-LOIRE : Tours.
ISERE : Bourgoin-Jallieu, Grenoble.
LOIRE : Saint-Etienne.
LOIRE-ATLANTIQUE : Nantes.
LOIRET : Montargis.
LOT-ET-GARONNE : Agen.
MANCHE : Cherbourg.
MARNE : Reims.
MEURTHE-ET-MOSELLE : Nancy.
MOSELLE : Thionville.
NORD : Lille (deux groupes), Dunkerque.
PYRENEES-ORIENTALES : Perpignan.
BAS-RHIN : Scherwiller.
RHONE : Lyon.
SARTHE : Le Mans.
SEINE-MARITIME : Rouen, Le Havre.
SOMME : Amiens.
VAR : Toulon.
VIENNE : Poitiers.

LIAISONS FA

AIN : Le Bugy.
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : Digne.
ALPES-MARITIMES : Grasse.
ARDENNES.
AUBE.
AVEYRON : Rodez, Sud-Aveyron.
BOUCHES-DU-RHONES : Aix-en-Provence.
CANTAL : Aurillac.
CHARENTE-MARITIME : Saintes.
CHER : Vierzon.
CORSE : Ajaccio.
COTES-DU-NORD : Saint-Brieuc.
CREUSE : Guéret.
DOUBS : Pontarlier.
DROME : Valence.
GARD : Nîmes.
HERAULT : Béziers, Montpellier.
LOIR-ET-CHER : Blois.
LOIRE : Roanne.

IMPOTS

Rapport Chaussat : le retour des fermiers-généralistes

COMME il a été établi aux PTT, avec le rapport Prévost, le « parler vrai » de Michel Rocard s'est instauré aux Finances avec le rapport Chaussat. Ce rapport repose sur la longue grève des Finances de l'an dernier et a d'ailleurs été commandé par Bérégovoy, ministre des Finances, à la fin de ce conflit. L'objectif premier du rapport est d'annuler tout ferment revendicatif au sein de cette administration pour pouvoir, dans l'Europe de 1993, disloquer ce ministère. Dans ce cadre la dislocation, comme aux PTT, signifie la cession au secteur privé des secteurs qui sont rentables et la gestion par l'Etat du reste soumis à l'impôt. La première usine à fric offerte au privé sera le service du cadastre, qui traite toutes les transactions immobilières et voit passer un fric monstre. Les notaires ne me contrediront pas sur ce point. Ensuite ce sera le tour des contributions indirectes (ex-gabelle) qui gèrent les tabacs, alcools, jeux, TVA, etc. Les fermiers-généralistes qui vont gérer tout cela seront féroces, pire que l'administration.

Un rapport habile

Le rapport en lui-même est assez habile puisque tout d'abord il dresse un constat honnête de l'état du ministère pour aller dans le sens des grévistes de l'an dernier, les endormir et ensuite sortir ses propositions. « L'image (du ministère) qui s'impose est celle d'une entreprise de deux cent mille personnes, reposant sur une bureaucratie hyper-centralisée et fondée sur un principe directeur : la méfiance. » Dès le début ce rapport s'attaque donc à la bureaucratie et à la centralisation en ces termes : « La Direction générale des impôts est la plus centralisée de toutes les directions, toutes les décisions sont prises au plan national. »... « La méfiance empoisonne les relations, alourdit les procédures stérilise les initiatives. » De toute façon ça ne mange pas de pain de dire cela et

tout est du même tonneau pour les conditions de travail : « le constat qui s'impose est celui de la médiocrité des conditions de travail... l'informatique de "cathédrale" n'a pas apporté aux agents l'instrument souple, maniable, convivial qu'ils attendaient. La mise en place des applications informatiques a été plaquée sur des structures qui restent archaïques, les principaux outils de travail restent pour beaucoup la pointe Bic et le papier carbone... ». L'organisation est elle aussi « descendue » : « Dans aucune entreprise au monde (sauf l'INSEE) les statistiques n'occupent une place aussi importante. » Et ça défile : formation au rabais, mauvaise circulation de l'information du fait d'une trop forte hiérarchisation, absence de dialogue social. Bref, une vraie critique du système soviétique ou rien ne marche. Pour les effectifs le ton change : « Les vrais problèmes en matière d'effectifs ne sont plus d'ordre quantitatif. Ils sont dans la rigidité de la gestion du personnel, dans ses disponibilités géographiques, dans l'instabilité des agents, dans le cloisonnement des directions, dans la politique de formation continue. » Donc, chômeurs qui lisez cet article sachez qu'il n'y a pas d'embauche aux Finances. A part ça, silence est fait à propos des rémunérations du personnel.

Les solutions à tous ces maux s'imposent d'elles-mêmes pour M. Chaussat dont le libéralisme est le leitmotiv. Tout d'abord, il s'agit de déconcentrer la gestion des crédits et du personnel. « La déconcentration doit enfin porter sur l'organisation du travail (...). Il est temps de raisonner en terme de cahier des charges, d'objectifs, de contrats... ». En gros, c'est l'individualisation des agents, le système de la carotte et du bâton. La suite le confirme. Pour faire « mode », M. Chaussat nous parle un peu de la communication : « Chaque chef de service extérieur devrait impérativement être assisté d'un collaborateur exclusivement chargé de l'information et de la communication ; il ne faut

pas exclure a priori que ce collaborateur puisse être recruté à l'extérieur. » Qui viendra... Tapie ou Séguéla ? « Il faut des supports (...), un vrai journal d'entreprise, de préférence envoyé à domicile (...) un circuit interne de télévision. » Welcome Big brother. Bien sûr, il faut une politique d'intéressement collectif : salaire au mérite... Et bien sûr, suivant le crédo de l'époque, il faut développer la participation.

La cogestion

Pour la CFDT cela s'appelle la cogestion. Participation avec les syndicats d'abord : « Tous les travaux, études, réflexions qui se situent très en amont de la décision doivent naturellement rester à l'entière discrétion des directions, des cabinets et à fortiori des ministres. En revanche, dès le moment où l'on aborde le stade de la mise au point opérationnelle des projets, la participation doit jouer sous la forme, soit d'une information complète, soit sous la forme d'une concertation et de la négociation. » C'est Jean Kaspar, le leader de la CFDT, qui va être content. Et ça continue longtemps comme ça : dialogue, ouverture en direction de l'extérieur, création de commissions, gestion similaire au privé, suppressions de postes, maintien des bas salaires...

Pour l'instant, seule la CGT a lancé une campagne d'information et de riposte face à ce rapport. Ailleurs, on se tait. La concertation a justement débuté et tout le monde s'y est enlaidi, exception faite des syndicats CGT et CFDT qui ont lâché ce cirque. La mise à sac des statuts est à l'ordre du jour. Après celui des fonctionnaires ce sera celui des transports, du livre, des dockers... On aura, ainsi, peut-être fait du social et par la même occasion la Sociale ?

Philippe Spec

SOMMAIRE

PAGE 1 : Solidarité Nord-Sud, Antifascisme, Salut l'ami !
PAGE 2 : « Atelier » Sur les traces de Panaï Istrati.
PAGE 3 : Solidarité Nord-Sud (suite), Contre la dette..., Zaire, Dernière minute.
PAGE 4 : Les mal-logés, Antifascisme (suite), Aggression de deux anarcho-punks, En bref.
PAGE 5 : Le vote en Roumanie, Nouvelles anarchistes de Bulgarie.
PAGE 6 : La peste brune à Nantes, Communiqué de la CNP-D1, Heurs et malheurs du SCALP de Grenoble.
PAGE 7 : Deux Notes de lectures, La « Santé libérée », Jean Guidoni chante pour Radio-Libertaire, Rectificatif à propos des œuvres d'Ody Saban, Sélection R-L.
PAGE 8 : Impôts, Infos FA.

☐ suite des liaisons

LOIRE-ATLANTIQUE : Saint-Nazaire.
MORBIHAN.
MOSELLE : Metz.
PAS-DE-CALAIS : Boulogne.
PUY-DE-DOME : Clermond-Ferrand.
BAS-RHIN.
HAUTE-SAONE.
SAVOIE : Chambéry.
HAUTE-SAVOIE : Annecy.
SEINE-MARITIME : Dieppe.
VAR : La Seyne-sur-Mer, Hyères, Solliès-Pont.
TERRITOIRE-DE-BELFORT : Belfort.

DOM-TOM :

ILE-DE-LA-REUNION

Permanences du secrétariat aux Relations intérieures de la FA : le samedi de 15 h à 17 h 145, rue Amelot - 75011 Paris (M^e République) Tél. (16.1) 48.05.34.08.

PARUTIONS

ITINERAIRE

Le n° 7 de la revue, consacré à P.-J. Proudhon, dont la sortie était prévue pour le mois d'avril, ne paraîtra que fin juin. La défaillance de certains auteurs et le retard dans la réception d'articles nous obligent à repousser la parution. Nous demandons à nos lecteurs de nous excuser, mais nous ne souhaitons pas gâcher au dernier moment un travail de plus d'un an. Abonnement à l'itinéraire (2 n° : 70 F, 4 n° : 130 F). Itinéraire : 1 bis, rue Emille, 77500 Chelles.

BADGES

Le groupe Flores-Magon édite aussi trois badges : « Agir au lieu d'élire » et « Ni Dieu ni maître, ni frontière » et un A cerclé constitué par des fusils brisés. Prix de vente : 6 francs pièce.

PROJET D'EDITION

« Colonialisme, lutte de libération nationale et anarchisme. » Tel sera le thème d'une prochaine brochure du groupe Salvador Haro d'Argenteuil. Afin d'établir un panorama le plus large possible concernant les positions, attitudes et actions du mouvement libertaire face au colonialisme et aux mouvements de lutte de libération nationale, nous faisons appel aux groupes et liaisons de la FA, afin qu'ils nous fassent parvenir les documents en leur possession sur le sujet. Nous nous proposons également de rédiger un texte reflétant les positions des groupes, par rapport au nationalisme, au colonialisme et à la lutte de libération nationale, afin que toutes les positions libertaires apparaissent au sein de cette publication.

En vous remerciant de votre collaboration, recevez nos salutations anarchistes. Gr. S. Haro : 145, rue Amelot, 75011 Paris.

LA PLUME NOIRE

Ouverture prévue en septembre

La Plume noire, librairie de la Fédération anarchiste, ouvrira ses portes au 13, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon, en septembre 1990.

Cette structure, nous la concevons comme un espace de rencontres, de débats et de diffusion de nos idées, situées clairement dans le courant de l'anarchisme social et organisationnel.

A compter de cette date, vous trouverez dans ce lieu l'ensemble de la presse libertaire, des ouvrages sur l'anarchisme, le syndicalisme et sur les différents mouvements spécifiques que nous soutenons, mais aussi des livres de littérature et d'Histoire.

En attendant, nous devons rénover notre local, réparer des meubles et constituer un stock de livres (objectif à court terme : 5 à 600 titres). Nous ne pouvons réaliser cela sans votre soutien. Une souscription est donc lancée. Les chèques sont à libeller à l'ordre de « FA » et à envoyer à FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

Souscription du mois d'avril 1990 : Manuel : 2 000F, Jean-Claude : 550 F, Jean-Marc (Bourgoin-Jallieu) : 1 000 F, Bernard : 100 F, Jérôme : 100 F, Valérie : 20 F. Total : 3 770 F.

Gr. Galina-Makhno



Librairie Infos,
2, rue Théodore-Guiter,
66000 Perpignan.